

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2013

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

La dégradation de l'activité se poursuit

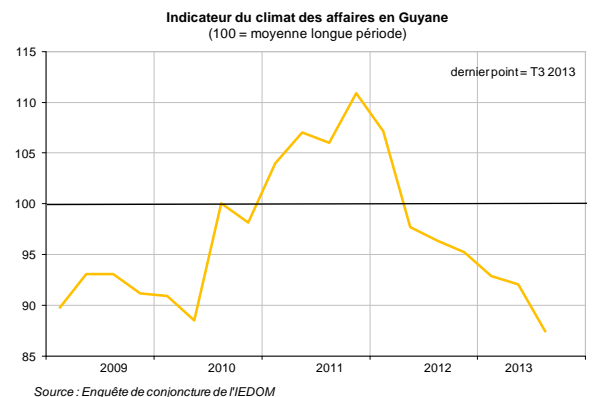
L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est à nouveau sensiblement dégradé (-4,7 points) au troisième trimestre. Il s'établit désormais à 87,4 points, se situant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,6 points).

Ce repli s'explique principalement par des anticipations pessimistes pour le trimestre à venir concernant l'activité, les délais de paiement et les prix. La composante de l'indicateur portant sur le trimestre passé pèse également sur l'évolution de celui-ci.

Le marché du travail continue de se détériorer mais à un rythme toutefois moins élevé qu'au trimestre précédent. Même si elles sont encore en retrait pour le cinquième trimestre consécutif, les intentions d'investir des chefs d'entreprise se redressent. La consommation des ménages pour sa part reprend légèrement.

Les chefs d'entreprise des secteurs de la construction, des services marchands, et de l'industrie jugent leur activité mal orientée. A l'inverse, l'activité des secteurs du commerce, du tourisme et du secteur primaire affiche une bonne orientation.

Dans ce contexte incertain, les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre sont pessimistes.



LUTTE CONTRE L'INFLATION AU BRÉSIL

Afin de ralentir la forte inflation, la Banque centrale du Brésil a annoncé une nouvelle augmentation de son taux directeur de 0,5 point, le portant à 9 %. En effet la hausse des prix relevé à fin juillet à 6,27 % sur un an, se révèle bien supérieure aux 4,5 % prévus par le gouvernement, et reste proche du seuil maximum fixé (6,5 %). Malgré une croissance favorable au deuxième trimestre, le gouvernement a revu à la baisse sa prévision pour 2013 à hauteur de 2,5 % contre 4 % anticipé au début de l'année.

RELATIONS SINO-GUYANIENNES

Les gouvernements Chinois et Guyanien ont signé le 28 août dernier un nouveau plan d'aide de 8,2 M\$ en faveur du développement du Guyana. Ce plan vient compléter les différents accords de dons et de prêts bonifiés déjà accordés par la Chine (notamment pour l'agrandissement de l'aéroport ou l'achat de navires de transport), témoignant d'une forte volonté des deux nations de renforcer leurs liens économiques.

DÉFORESTATION EN AMAZONIE

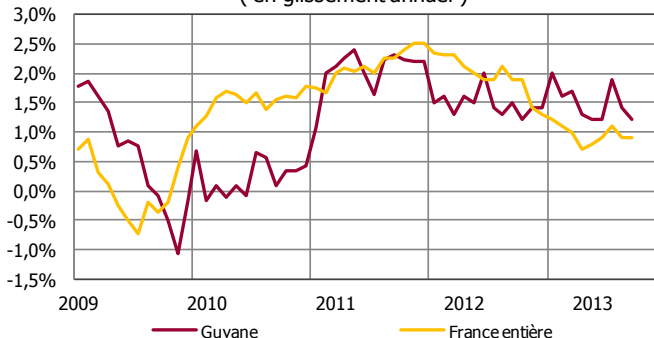
L'agence spatiale brésilienne a publié des données satellitaires montrant une recrudescence de la déforestation de la forêt amazonienne. Sur la période d'août 2012 à mai 2013, ce sont 2 338 km² de forêt qui ont disparu représentant une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente. Pour le seul mois de mai 2013, près de 465 km² ont été détruits, ce qui représente une surface cinq fois plus importante qu'en mai 2012. Cette reprise de la déforestation est principalement due à la pression du secteur agricole exportateur de soja dont le Brésil devrait occuper le premier rang mondial en 2013. La partie brésilienne de l'Amazonie a déjà perdu près de 20 % de sa superficie depuis 1970.

Stabilité des prix

En septembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse (+0,2 % sur le trimestre). Cette hausse est liée à l'augmentation des prix de l'alimentation (+1,2 %), en particulier des prix des produits frais et de l'énergie (+2,2 %), alors que les prix des produits manufacturés (-0,5 %) et des services (-0,1 %) diminuent.

Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,2 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+3,3 %) et des services (+1,1 %).

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee : données mensuelles (indice incluant le tabac)

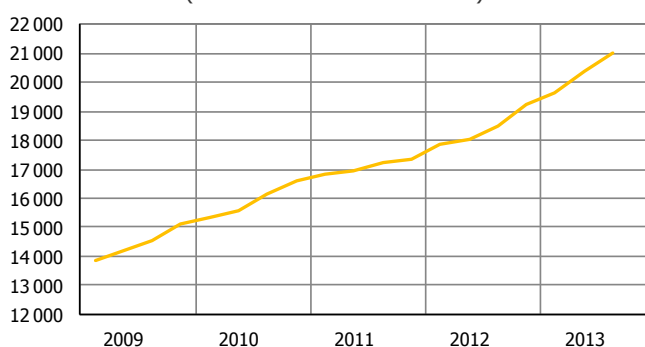
Détérioration du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM Catégorie A) augmente de nouveau au troisième trimestre 2013 (+3,0 %), mais moins rapidement qu'au deuxième trimestre (+4,3 %).

Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an diminue pour sa part légèrement (-0,8 %), à l'instar du nombre d'allocataires de Pôle emploi (-0,4 % en brut).

Selon les données de Pôle emploi, les « entrées », en catégories A, B, C, à fin septembre augmentent de 2 %, par rapport aux trois mois précédents. Cette évolution est due notamment aux primo-entrées (+19,6 %), aux inscriptions faisant suite aux démissions (+18,6 %) et aux licenciements économiques (+33,3 %).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



Source : Pôle emploi / Dieccte

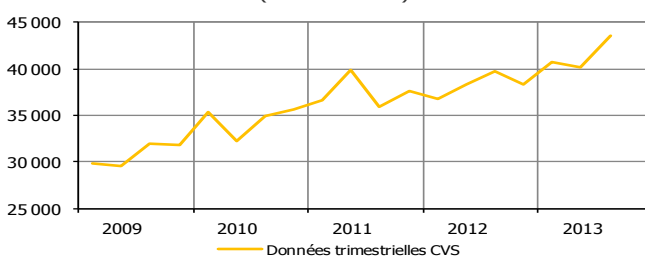
Les « sorties » de catégories A, B, C progressent également ce trimestre, de 3,8 %. Les motifs expliquant cette hausse concernent principalement la reprise d'emplois déclarés (+36,7 %) et les arrêts de recherche d'emploi (+4,1 %).

Les offres d'emploi collectées augmentent au cours des trois derniers mois (+12,9 % en glissement trimestriel). Cette hausse porte uniquement sur les offres d'emploi durables (6 mois ou plus avec +35,2 %) ; à l'inverse les offres d'emploi non durables (moins de 6 mois) reculent de 11,2 %.

Reprise timide de la consommation des ménages

La consommation montre des signes de reprise au troisième trimestre après une légère contraction au trimestre précédent. Sur la période sous revue, les importations de biens de consommation courante ressortent en hausse (+8,3 %, CVS). Celles des biens d'équipements électriques et ménagers s'inscrivent en revanche toujours en retrait (-2,8 % CVS après -6,0 % à fin juin). Les ventes de véhicules de tourisme neufs reculent également (-7,2 % CVS au troisième trimestre).

Importations de biens de consommation
(en milliers d'€)



Source : Douanes

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont mitigés. Le rythme de progression du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'accélère (+2,4 % au troisième trimestre contre +0,4 % précédemment) alors que le nombre de retraits de cartes bancaires a sensiblement reculé ce trimestre (-44,9 %). Avec 386 retraits enregistrés, il se situe au plus bas niveau jamais observé depuis 2010.

Prévisions d'investissement mitigées

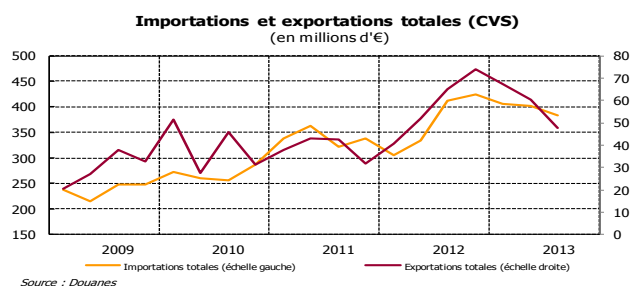
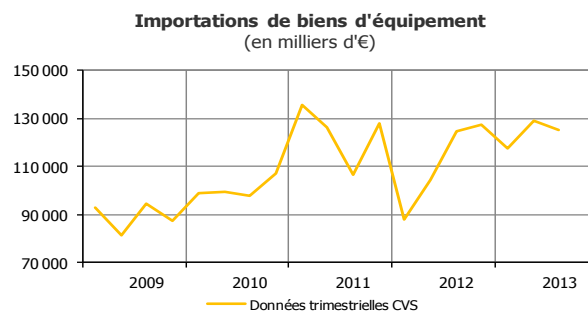
Les indicateurs relatifs à l'investissement sont toujours mal orientés ce trimestre : les ventes de véhicules utilitaires neufs, ainsi que les importations de biens d'équipement s'inscrivent en retrait, respectivement de 9,1 % CVS et de 3,1 % CVS.

Les prévisions d'investissement à un an restent dans l'ensemble défavorables bien que des différences existent entre les secteurs. Dans les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la construction, les chefs d'entreprise n'envisagent pas d'investir alors que ceux des secteurs du primaire et des services marchands restent relativement optimistes.

Contraction du commerce extérieur

Les importations se replient sensiblement au troisième trimestre 2013 (-21 % CVS). Cette baisse s'explique notamment par la diminution des importations de produits chimiques, parfums et cosmétiques et des matériels de transport.

Les exportations reculent également au troisième trimestre (-4,5 % CVS) avec la baisse des postes relatifs aux matériels de transport, produits informatiques, électroniques et optiques.

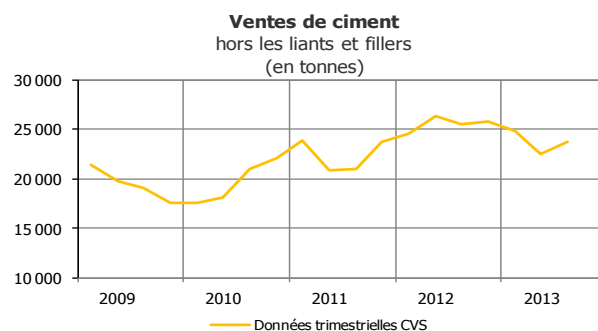


LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE ET DU BTP CONTINUENT DE SE DÉGRADER

Le courant d'affaires du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** reste favorablement orienté. Les abattages de viandes bovines et porcines sont en progression depuis quatre trimestres consécutifs (respectivement +1,7 % et +1,2 % CVS). En revanche, les importations de viandes bovines et porcines reculent (-6,1 % CVS et -21,6 % CVS).

Dans le secteur de la pêche, les exportations de crevettes et de poissons fléchissent à nouveau (respectivement -10,9 % CVS -22,2 % CVS). Les professionnels du secteur primaire et des industries agroalimentaires anticipent un recul de leur activité d'ici la fin de l'année 2013.

Dans le secteur de la **construction**, l'activité se dégrade sensiblement. Les délais de paiement qui s'allongent impactent de façon notable la trésorerie. Les prévisions d'investissement restent dégradées. Paradoxalement, les ventes de ciment (hors liants et fillers) sont en augmentation (+5,6 % CVS).

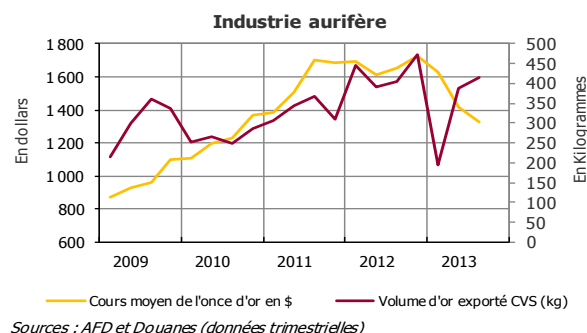


L'activité **industrielle** se détériore à nouveau. Ce trimestre, alors que la trésorerie et les délais de paiement se dégradent dans une moindre proportion, les prix reculent sensiblement. Les professionnels du secteur prévoient une dégradation de leur activité et n'envisagent pas d'investir à un an.

L'activité **spatiale** a ralenti au troisième trimestre en raison de problèmes rencontrés sur certains satellites. Deux tirs ont permis la mise en position géostationnaire de quatre satellites contre trois tirs et huit satellites au deuxième trimestre. Sur un an, l'activité a été réduite d'un tiers ce qui représente un tir de moins et deux satellites de moins mis en orbite. Le report en 2014 de plusieurs lancements initialement prévus au dernier trimestre sera probablement de nature à impacter l'activité de l'exercice 2013 par rapport à celle de 2012.

Dans le secteur **aurifère**, les volumes exportés progressent de 6,5 % (CVS) mais reculent en valeur au troisième trimestre (-6,9 % CVS) du fait de la baisse du prix de l'or. A septembre 2013, en moyenne sur trois mois, le cours du métal précieux était de 1 324 \$ (-6,2 % sur trois mois). La fermeture récente d'un site d'orpaillage d'une importante entreprise d'extraction pour des raisons de sécurité affectera sensiblement la production à la baisse.

Les exportations de bois reculent de 23,5 % (CVS) en glissement trimestriel.

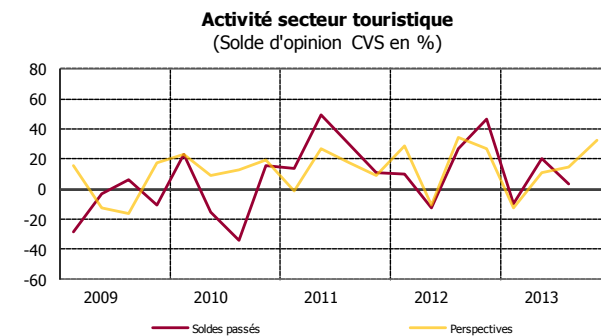


Le volume d'affaires du secteur du **commerce** progresse au troisième trimestre en dépit de délais de paiement jugés encore trop longs. La trésorerie qui s'est toutefois améliorée permet de faire face à l'alourdissement des charges. Malgré un ressenti positif sur leur activité au troisième trimestre, les chefs d'entreprise sont pessimistes sur l'évolution du courant d'affaires au quatrième trimestre.

L'activité dans le secteur des **services marchands** demeure toujours en retrait. Les professionnels font toutefois état d'un raccourcissement sensible des délais de paiement sans effet notable sur le niveau de trésorerie. Ils prévoient pour le quatrième trimestre une dégradation du niveau d'activité mais envisagent tout de même d'investir à un an.

Malgré quelques signes d'essoufflement, les professionnels du **tourisme** jugent toujours leur activité à la hausse au troisième trimestre et anticipent une réelle embellie du secteur à la fin de l'année. Les délais de paiement se sont améliorés pour le troisième trimestre consécutif. En revanche, tous les autres soldes d'opinion sont en retrait (trésorerie, prix, effectifs). Les prévisions d'investissement à un an se détériorent après huit trimestres d'optimisme.

Le taux d'occupation des hôtels au deuxième trimestre croît de 11,7 points pour s'établir à 62 %. Le volume de nuitées pour le deuxième trimestre 2013 s'élève à 93 000, en augmentation de 27,4 % sur trois mois.



ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les Etats-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Selon une première estimation, le produit intérieur brut (PIB) américain aurait cru à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé, (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« shutdown »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au deuxième trimestre). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 7 novembre a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7% en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux « inférieurs à, mais proches de 2% »), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). A fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que des contraintes affectent l'offre.

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 13 décembre 2013 – Dépôt légal : Décembre 2013 – ISSN 1952-9619